

GE_GERICHTE ATAS/677/2008 vom 8. November 2007

GE Cour de justice, 2007-11-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_677_2008

FR: GE_GERICHTE ATAS/677/2008 du 8 novembre 2007

IT: GE_GERICHTE ATAS/677/2008 del 8 novembre 2007

Erwägungen

E. 1

L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

A/86/2008 4/6

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444). En l'espèce, le juge de première instance a donné acte aux demandeurs de ce qu'ils se partagent par moitié les prestations de sortie acquises par chacun d'eux durant le mariage. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 25 avril 1986, d'autre part le 3 janvier 2008, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire.

E. 3

Selon les documents produits, la prestation acquise pendant le mariage par le demandeur est de 439'138 fr. 40 (448'904 fr. 20 - 9'765 fr. 80) tandis que celle acquise par la demanderesse est de 111'425 fr. 55 (112'693 fr. 30 à la BALOISE + 3'923 fr. 45 c/o TRANSPARENTA - 5'191 fr. 20), les intérêts ayant déjà été calculés par COMPLAN et TRANSPARENTA. Concernant la demanderesse, le calcul des intérêts de la prestation de sortie au moment du mariage a été effectué par le Tribunal selon les taux légaux en vigueur. Ainsi le demandeur doit à son ex- épouse le montant de 219'569 fr. 20 fr. (439'138 fr. 40 : 2) et celle-ci doit à celui-là le montant de 55'712 fr. 80 (111'425 fr. 55 : 2), de sorte que c'est le demandeur qui doit à la demanderesse le montant de 163'856 fr. 40.

E. 4

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 18 avril 1984 (OPP 2) ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF 129 V 255 consid. 3).

E. 5

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/86/2008 5/6

A/86/2008 6/6

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.